



## Appel du congrès de la CGT Educ'action réuni à St Jean de Monts le 23 mai 2008

**A**près plusieurs mois de construction par les organisations syndicales, en particulier la CGT, et l'ensemble des personnels, d'actions de grève et de manifestations, dans le secteur public comme dans le privé, le mois de mai connaît une accélération des luttes sociales.

La mobilisation de grande ampleur des enseignants et de l'ensemble des personnels de la Fonction Publique, le 15 mai, sur la question de l'emploi et de l'éducation, des réformes statutaires à travers le projet de loi sur la mobilité, témoigne de leur exaspération face à la casse du service public.

6 enseignants sur 10 ont cessé le travail. 450 000 fonctionnaires, contractuels, lycéens, usagers ont manifesté en France. Le gouvernement reste sourd, pire le président de la République fait de la provocation au sujet du droit de grève...

La journée inter-professionnelle du 22 mai, unitaire, pour la défense et l'amélioration de notre système de retraite par répartition, a rassemblé plusieurs centaines de milliers de citoyens dans la rue. La CGT Educ'action réaffirme que l'allongement de la durée des cotisations n'est pas acceptable et qu'une réforme du financement permettant notamment, avec 37,5 annuités, une retraite à taux plein à 60 ans s'impose.

Ces journées constituent des étapes de construction du rapport de forces, de convergence de l'ensemble des salariés, tout comme le nouveau rendez-vous des enseignants, des jeunes et de leurs parents samedi 24 mai.

Les enjeux sont multiples : de la protection sociale aux salaires et au pouvoir d'achat, des conditions de travail à l'avenir du service public, de la régularisation massive des travailleurs, des parents et élèves sans papiers à la lutte contre la précarité....

Pour notre secteur, l'annonce du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, préconisé par le gouvernement Fillon représente la suppression de près de 100 000 emplois en 5 ans dans l'enseignement.

Comment peut-on faire croire à la population que le service sera le même avec moins de professionnels, moins de classes, un choix réduit de formations, notamment professionnelles, ou d'options dans les collèges et les lycées, moins de scolarisation en particulier en école maternelle, et donc au final moins d'Etat ?

Contrairement aux annonces démagogiques faites par X. Darcos, aux ordres du président de la République, c'est bien la casse organisée du service public d'éducation qui est engagée, dans le contexte de la RGPP (révision générale des politiques publiques). Elle se décline en multiples réformes régressives :

- le rapport Pochard sur le métier d'enseignant couplé à la réforme programmée des lycées au cours de l'été prochain.
- la réforme de l'école à travers la réorganisation du temps scolaire et de nouveaux programmes rétrogrades.
- la destructuration de l'enseignement professionnel avec la généralisation, dès 2008, du bac pro 3 ans et la disparition en deux ans des sections de BEP.
- l'autonomie accrue et la mise en concurrence des établissements et des personnels (classement des écoles, contractualisation et obligation de résultats, libéralisation de la carte scolaire, des moyens horaires, fonctionnement au mérite...).
- le recours systématique aux heures supplémentaires, à la précarité (contractuels, vacataires, Emplois de Vie Scolaire...) pour pallier la baisse de recrutement des enseignants ou pour couvrir de nouveaux besoins tels l'assistance administrative dans les écoles et la scolarisation des enfants handicapés assumées par des personnels en contrats aidés, véritables salariés jetables.
- la remise en cause du droit de grève sous couvert de service d'accueil minimum dans les écoles pour tenter de museler les personnels du service public dont les conséquences sont de les opposer entre eux.

**Toutes ces réformes, qui se font au nom de l'optimisation et des économies, visent en réalité à casser le service public d'éducation. Elles sont fondées sur l'individualisation des conditions d'exercice du métier et attaquent le fondement même de nos missions.**

Tout comme dans le domaine des retraites, de la sécurité sociale, du code du travail, des droits sociaux, il s'agit pour le gouvernement de liquider à la fois les acquis issus du projet de société élaboré en 1945 par le conseil national de la Résistance à la Libération et ceux de 1968, de contourner, détricoter le statut général de la Fonction publique...

**La CGT Educ'action réaffirme qu'il faut une autre politique éducative permettant la réussite, l'émancipation de tous et une véritable revalorisation des conditions d'exercice des personnels :**

- un collectif budgétaire pour créer les emplois statutaires nécessaires et mettre fin à la précarité en utilisant immédiatement, les 3 milliards d'euros de réserve non affectés au ministère de la Fonction Publique pourrait permettre la création de titulaires remplaçants et de maîtres en surnombre, de surveillants, d'assistants administratifs dans les écoles et les établissements du secondaire, intégration des personnels précaires
- revalorisation salariale fondée sur le point d'indice compensant la perte cumulée du pouvoir d'achat, et dans l'immédiat 300 € pour tous.
- revalorisation du métier avec réduction du temps de travail pour faire face à des missions élargies et de plus en plus complexes.

- une réelle politique d'accompagnement de la carrière des personnels : formation continue, médecine du travail, droit à mutation, avancement, reconversion...
- dialogue social renouvelé avec l'ouverture de négociations pour une autre orientation du système scolaire de la maternelle au lycée : politique de cycles, unicité du collège,
- abandon de la généralisation du bac pro 3 ans dès la rentrée 2008, égalité des 3 voies, mixité et démocratisation scolaire...
- amélioration de la formation initiale et continue.
- réemploi et titularisation sans condition des précaires.
- régularisation des élèves, des travailleurs sans papiers et de leurs familles.

C'est à ce prix que les conditions de travail, mais aussi la qualité du service public, pourraient être véritablement revitalisées.

**Le 6<sup>ème</sup> congrès affirme son soutien aux instituteurs et PE en lutte, notamment dans le département de Loire Atlantique.**

**Il faut imposer de vrais choix fondés sur la solidarité (retraite et sécurité sociale), l'accès à un service public de qualité, une revalorisation des salaires, des conditions de travail améliorées.**

**Le congrès CGT Educ'action, réuni à St Jean de Monts appelle à poursuivre la construction de luttes professionnelles et inter-professionnelles, avec l'ensemble des citoyens, actifs et retraités, dans l'unité la plus large, autour des questions d'emploi, de salaires, de retraite et d'un service public de qualité.**

**Dans la période, le renforcement du syndicat est un enjeu majeur.**

**Seul le rassemblement des salariés permettra de gagner.**

**Il est temps de dépasser l'accumulation de journées d'action et d'aboutir à de réelles convergences de luttes privé/public sur une plate-forme commune pour se donner les moyens de battre ensemble la politique gouvernementale.**



Appel congrès

*A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-*

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, Melle, M.) ..... Prénom .....

Adresse personnelle .....

Code postal ..... Ville.....

Tél ..... e-mail .....

Grade ou corps..... Discipline: .....

Etablissement .....

Code postal ..... Ville.....